



Syrie: Qui a autorité pour exiger le départ d' El-Assad?

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2015

[Humanisme](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Voilà bien une question qui met à l'épreuve les défenseurs de la démocratie et du droit international. Les États-Unis et la France réclament haut et fort le départ du président de Syrie, Bachar el-Assad. Bien plus, ils se font les promoteurs et le soutien d'une armée, dite libre, de l'opposition syrienne en vue de créer le chaos et de forcer ainsi le départ ou l'assassinat de l'actuel président de Syrie. Ce dernier, bien qu'élu par son peuple, est devenu persona non grata des principaux dirigeants des pays de l'Occident. Personne ne se surprendra que le leadership de cette opération soit assumé par les États-Unis d'Amérique et la France.

« *Je n'imagine pas une situation dans laquelle nous pouvons mettre fin à la guerre civile en Syrie, avec Assad qui resterait au pouvoir* », a déclaré M. Obama en marge d'un forum économique à Manille

« *Nous devons tout faire pour qu'une transition politique puisse être trouvée en Syrie, cette transition passe par le départ de Bachar al-Assad.* » Hollande aux Nations Unies.

Les citations de ces deux principaux intervenants sont présentes dans presque chacune de leurs interventions relatives au peuple et au gouvernement syrien. À les écouter, ils sont ceux qui savent ce qui convient le mieux à ce peuple. Ils l'ont dit et le répète à qui veut l'entendre « le président Bachar Al-Assad ne peut faire partie de la solution ». Le régime politique dont il se fait le défenseur n'est tout simplement pas celui qui convient aux besoins et intérêts de son peuple. Tout ce qui reste à ce Président c'est qu'il libère la place avant qu'on l'y oblige par la force.

Cette approche impériale et coloniale des États-Unis et de la France n'est pas partagée par la Russie et encore moins par le président Bachar Al Assad et son peuple qui l'a assuré de sa confiance. Ce fut le cas lors du [référendum](#) de février 2012, sur la modification de la constitution et lors des [élections présidentielles](#), en juin 2014.

Dans une [entrevue récente](#) au Magasine français « Valeurs actuelles », le président Assad a répondu à cette question portant sur son départ obligé.

« *Je répondrais tout d'abord par la question suivante : le peuple syrien a-t-il désigné le président Hollande pour être son porte-parole? Accepteriez-vous, en tant que citoyen français, qu'une remarque pareille vienne d'un homme politique étranger, quel qu'il soit? Ne serait-ce pas une offense au peuple français? Nous voyons les choses de manière identique. N'est-ce pas insulter le peuple syrien que de tenir de tels propos? Cela ne veut-il*

pas dire qu'il ne reconnaît pas ce peuple ?

Il en va de même avec l'argumentaire russe qui y fait valoir le droit international des peuples à disposer eux-mêmes de leur propre destin.

Lavrov, ministre des Relations extérieures de Russie : *"La [politique russe](#) ne consiste pas à demander à quelqu'un de démissionner. Le changement de régime n'est pas notre profession"*

[Poutine à la T.V. américaine](#) : *"Il n'existe aucun moyen de régler le problème syrien autrement que par le renforcement des institutions d'État légales en place et en les aidant à combattre le terrorisme."*

Il y a donc un fossé infranchissable qui sépare la compréhension que se font les États-Unis et la France de la démocratie et du droit international par rapport à celle que se fait la Russie. Pour les premiers, la démocratie est surtout la participation contrôlée d'un peuple à l'élection de ses représentants. Le contrôle de cette participation aux suffrages universels peut prendre de multiples formes, allant de la corruption jusqu'au contrôle de chaque étape du processus électoral lui-même. Par son vote, le citoyen a le sentiment de participer au choix de ses dirigeants et du régime politique de son État.

Tant que les peuples s'accommodent de cette démocratie, l'empire, les oligarchies et leurs alliés en font l'apothéose de la liberté. Toutefois, lorsque des peuples prennent conscience de cette grande tricherie et décident de récupérer leur démocratie en la transformant en un pouvoir du peuple pour le peuple, alors, là, la démocratie perd de son charme pour l'empire et les oligarchies qui en avaient le plein contrôle. Ce fut le cas, en 1973, du peuple chilien sous la gouverne de Salvador Allende. Ce fut également le cas, en 2009, du Honduras, sous la gouverne de Manuel Zelaya. C'est actuellement le cas du Venezuela de Chavez et de Maduro, de la Bolivie d'Évo Morales, de l'Équateur de Rafael Correa. Ces derniers sont constamment menacés par des coups d'État et des interventions terroristes visant la déstabilisation et le renversement de leurs gouvernements. Pourtant, aucun de ces pays ne peut être accusé de torturer et de massacrer leurs peuples. Aucun ne peut les accuser de manipuler en leur faveur le système électoral. Pour ce qui est du Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, ils ont un système électoral qui ne permet pas la fraude. L'ex-président des États-Unis et un habitué du suivi d'élections, dans diverses régions du monde, a qualifié le système de votation du Venezuela comme l'un des plus fiables au monde. Alors, c'est quoi ce harcèlement des chantres de la démocratie et du droit international?

Ce que veulent les têtes dirigeantes de l'Occident ce n'est ni la démocratie, ni le respect du droit international, sinon le plein contrôle des peuples, des gouvernements et des richesses. Ils veulent être les maîtres du monde. Que ce soit l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Ukraine et tous ces pays de l'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient qui leur échappent encore, l'objectif recherché est le même.

Ce n'est pas pour rien, si ces têtes dirigeantes de l'Occident ont perdu toute crédibilité. Tout est combine et manipulation. Le mensonge et l'hypocrisie sont devenus leur réalité.

Je vois de façon très positive l'actuation de Vladimir Poutine dans le sens du respect du droit international et de celui des peuples à disposer d'eux-mêmes. Son intervention en Syrie vient renforcer le respect des institutions démocratiques et donne un signal clair à l'empire et à ses acolytes que le jeu de l'interventionnisme et du terrorisme prend fin. Il a les armes

et l'intelligence de leur usage pour que ses "partenaires récalcitrants" y réfléchissent, deux fois plutôt qu'une, avant de poursuivre dans le sens de l'interventionnisme qui ne respecte ni les peuples ni leurs droits.

Oscar Fortin

La source originale de cet article est [Humanisme](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2015

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca